

Médico-social. Mouvement annoncé lundi 22 février à l'appel de la CGT sur un des sites de l'association J.-B. Fouque pour dénoncer la dégradation continue des conditions de travail.

Ça chauffe à Calendal

Les éducateurs spécialisés de l'association J.-B. Fouque sur le site Saint-Tronc à Marseille s'étaient mobilisés en 2014 dénonçant le management. Rebelote en 2016, cette fois au foyer Calendal, rue des Vertus dans le 5e arrondissement où les salariés seront en grève le 22 février à l'appel de la CGT. « *Ce mouvement dénonce les conditions de travail. Les éducateurs de l'établissement se sentent en porte-à-faux par rapport à leur éthique professionnelle*, explique Virginie Cassagnol, secrétaire adjointe de l'UL CGT Sud. *Ils ressentent un sentiment d'abandon car ils ne sont pas soutenus et constatent aussi du favoritisme. En tout cas des méthodes d'une direction qui soit ne les soutient pas, soit les casse.* » Les salariés demanderont l'ouverture de négociations. Ils disent vouloir agir au profit du public accueilli, pour sortir d'une spirale infernale et retrouver du sens au travail. La CGT détaille une culpabilisation permanente et un sentiment réel de peur, de crainte omniprésente.

« Le management est défaillant »

Depuis des années « *le management est défaillant* », rapporte Sophia*. Outre un climat social « *dé-létère* » conséquence d'« *inégalités de traitement* », « *de passe-droits* », un autre employé fait état de la récurrence « *de propos dégradants à l'encontre de salariés par certains personnels de l'encadrement* ». Il



Le foyer Calendal accueille des jeunes mineurs et majeurs rue des Vertus dans le 5e arrondissement.

PHOTO N.F.

souligne « *des modalités de management de nature à diviser les gens* ». Pour un éducateur qui reste lui aussi anonyme, il n'y a pas « *de relais suffisant pour se tenir informé, afin de pouvoir donner des réponses adaptées. Ceci engendre la violence.*

Notre rôle finit par devenir celui d'éducateur tampons. À tout gérer dans l'urgence constante. » Les IRP mobilisées avaient tiré la sonnette d'alarme en mars 2015, le CHSCT a désigné le cabinet d'expertise Secafi le 28 avril. Des salariés ont été visi-

blement marqués par le licenciement expéditif en juillet 2014 d'un de leurs collègues alors qu'il avait été agressé par un jeune hébergé. Il aurait été ensuite remplacé par une personne aux compétences totalement inadaptées. À l'instar

du conflit précédent à Saint-Tronc pour d'autres raisons mais liées au management, la CGT estime avoir ici tout tenté en amont. L'inspection du travail, la médecine du travail, le conseil départemental sont informés et en possession du dit rapport. Le service Enfance-Famille de la collectivité n'a pas donné suite à notre sollicitation.

Christian Bruley, directeur général de l'association J.-B. Fouque, nous a indiqué hier « *mettre en œuvre les préconisations contenues dans le rapport sur les risques psychosociaux, en lien avec l'inspection du travail et la médecine du travail* ». Interrogé sur les raisons de ce nouvel épisode de crise consigné par le cabinet d'expertise Secafi, le DG assure être engagé « *dans une démarche* » pour régler « *les problèmes dans les meilleurs délais* ». Cela fait des années que dure le malaise avec un impact mesurable via l'absentéisme : 1 500 jours d'absence cumulés environ pour moins de 40 salariés en 2014 et en augmentation en 2015 de plus de 15%. Le DG fait état de problématiques complexes, de la prise en compte « *de relationnel inter-personnel* ». Tout ne pouvant se résumer « *de manière caricaturale* » selon lui « *à l'affaire de quelqu'un* ». Le directeur du site M. Eynaud est chargé de la mise en œuvre du plan d'action selon le DG. La CGT entend bien obtenir des engagements de la direction générale.

NATHALIE FREDON

*Les prénoms ont été changés.